

De toute apparence, la situation économique actuelle serait le fruit du hasard. Elle est attribuable à certaines mesures malencontreuses. Nous n'en serions pas arrivés là si le gouvernement avait pris des mesures économiques plus sages. Ce sont ses politiques qui ont tout gâché. Le ministre des Transports a déclaré aujourd'hui que tout cela était un malentendu. J'ai oublié sur qui le gouvernement a rejeté la responsabilité aujourd'hui; peut-être sur M. Lévesque. En 1968, lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, il n'était pas le moins question de séparatisme au Québec. Dix ans plus tard, c'est le parti séparatiste qui est au pouvoir dans cette province. Pour le moment, ce sont les libéraux qui sont au pouvoir à Ottawa; ils doivent donc accepter une partie des responsabilités. Le gouvernement doit bien admettre qu'il est en partie responsable de la situation économique actuelle et cesser de se servir de M. Lévesque et de l'opposition comme boucs émissaires.

Il y a quelques années, le ministre des Finances de l'époque, M. Turner, qui s'est maintenant fait rédacteur de bulletins, attribuait tous les problèmes de l'économie canadienne à la situation internationale. L'accroissement du déficit du gouvernement fédéral ne peut être attribué à personne d'autre; cela s'est fait chez nous.

**Une voix:** Vous m'en direz tant!

**M. Gillies:** Certainement, je vais vous le dire. Au Canada, le déficit du gouvernement fédéral est actuellement de l'ordre de douze milliards de dollars. Le gouvernement refuse de nous fournir des chiffres précis parce qu'il ne les connaît pas plus que nous. C'est tout comme dans le cas des sociétés de la Couronne. Le gouvernement en ignore lui-même le nombre. Le déficit actuel est quatre fois plus élevé que celui des États-Unis. Les libéraux ne semblent pas comprendre que le déficit devait être financé et qu'il a bel et bien été financé en accélérant l'émission de billets par la Banque du Canada.

**M. Railton:** Oh, oh!

**M. Gillies:** Le gouvernement a créé l'inflation au Canada.

**M. Railton:** Oh, oh!

**M. Gillies:** Le député de Welland (M. Railton) ne se soucie peut-être pas des pauvres, des vieillards, de ceux qui sont touchés par l'inflation. Il croit peut-être que l'inflation est une blague.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gillies:** Je note avec intérêt l'attitude du député. Les politiques du gouvernement ont provoqué l'inflation. Il ne s'est nullement préoccupé de l'effet de l'inflation sur les Canadiens.

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Le député de Welland (M. Railton) invoque le Règlement.

### *Le dollar canadien*

**M. Railton:** Monsieur l'Orateur, si le député de Don Valley (M. Gillies) a prétendu que j'étais indifférent, je voudrais lui rappeler que je m'intéresse vivement au Canada et à ses pauvres et que j'ai consacré une grande partie de mon temps à m'en occuper.

**Des voix:** Bravo!

● (1730)

**M. Gillies:** Je serais heureux d'entendre le député de Welland se joindre au débat parce que je ne pense pas l'avoir jamais entendu parler à la Chambre auparavant. J'aimerais l'entendre participer au débat...

**Une voix:** C'est trop facile.

**M. Alexander:** Comment cela, c'est trop facile? Nous ne sommes pas à la maternelle ici.

**M. Gillies:** ... et l'entendre dire qu'il donne son appui à un gouvernement qui crée une inflation si cruelle pour les vieillards et les indigents et qu'il approuve un taux d'inflation de 8 p. 100 au Canada. Le gouvernement d'en face a causé l'inflation en créant le déficit. Le plus grand reproche qu'on puisse faire à un gouvernement du monde occidental, c'est d'avoir laissé s'établir un déficit quatre fois plus grand que celui des États-Unis.

**Une voix:** Parlez-nous de votre déficit.

**M. Gillies:** A quoi cela a-t-il mené? Il a été financé par un accroissement de la masse monétaire et le résultat net a été le déficit de la balance des paiements que nous connaissons à l'heure actuelle et qui fait baisser la valeur du dollar.

**M. Alexander:** Les gars de Toronto sont inquiets.

**M. Gillies:** Les députés ont alors assisté aux réunions du comité. Mais quelle est la vraie question dont le Parlement est saisi? La voici: «Quel est le niveau convenable du dollar pour l'économie canadienne et quelle politique économique monétaire et fiscale devrait-on adopter pour faire remonter le dollar à un niveau qui nous permette de contrôler l'inflation et d'enrayer le chômage?» Aucun des députés ministériels n'a pu nous le dire même si ce sont eux qui établissent la politique. Beaucoup d'experts pensent que le dollar devrait être coté entre 88c. et 92c., ce qui n'est pas loin de la réalité. Il faudrait convoquer des témoins au comité et leur demander.

A mon sens il est impossible pour un député d'être indifférent à cette situation et de ne pas se demander quelle politique économique notre pays devrait adopter. Les grands problèmes du jour sont: l'inflation, la hausse des prix et le chômage. Nous ne parvenons pas à découvrir ce que sont les vraies politiques aux yeux des ministériels.

**Une voix:** Ils l'ignorent.